

L'économie de la Guadeloupe en 2011 Une reprise en dépit des incertitudes

L'année 2011 est marquée par une nouvelle amélioration de l'environnement économique guadeloupéen après le rattrapage amorcé en 2010, en dépit des incertitudes apparues dès l'été. L'indicateur du climat des affaires se stabilise et évolue tout au long de l'année au dessus de sa moyenne de longue période. Les échanges avec l'extérieur s'intensifient.

Bénéficiant d'une hausse des prix contenue, la consommation des ménages reste dynamique et soutient de nouveau la reprise, en dépit d'une situation toujours préoccupante en matière d'emploi. Le manque de confiance des acteurs économiques continue en revanche à peser sur l'investissement : les entreprises restent prudentes et les projets ne retrouvent pas leur niveau d'avant-crise.

Cette amélioration est cependant inégale selon les secteurs : alors que les entreprises du commerce et du tourisme bénéficient de la bonne tenue de la consommation des ménages et de l'embellie de la fréquentation touristique, les difficultés persistent dans le bâtiment et les travaux publics et une large partie de la filière agricole.

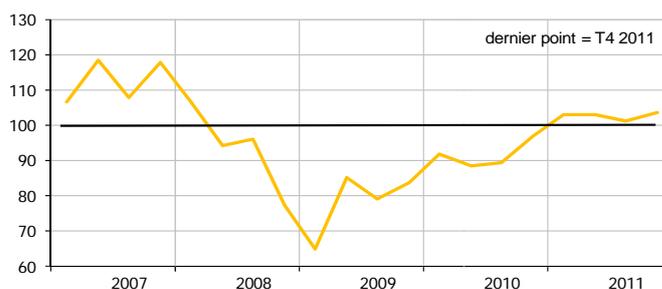
Le financement bancaire accompagne l'activité de manière dynamique : les financements accordés aux entreprises et le financement de l'immobilier portent une progression marquée des encours.

UN RÉTABLISSEMENT ENCORE LIMITÉ

Le climat des affaires se stabilise

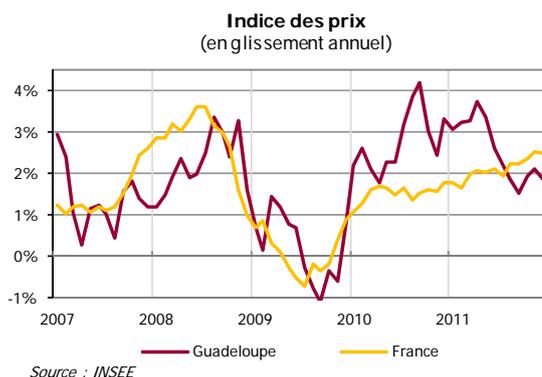
L'indicateur du climat des affaires (ICA) se stabilise tout au long de l'année légèrement au dessus de sa moyenne de longue période, après avoir fortement progressé au second semestre 2010. Cette stabilité témoigne d'un retour progressif mais mesuré à la confiance, qui ne retrouve pas encore les niveaux d'avant-crise.

Indicateur du climat des affaires
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les prix sont contenus



La hausse des prix reste contenue en 2011 : elle s'établit à 1,8 % en glissement annuel à fin décembre, une évolution plus modérée que pour la France entière (+2,5 %). Hors énergie, l'indice des prix progresse de 0,8 % sur un an.

Cette hausse est principalement tirée par l'accroissement du coût de l'énergie (+11,8 %) et des prix alimentaires (+2,5 %). L'énergie, qui pèse 10 % dans la structure des dépenses des ménages, est le premier contributeur à la hausse des prix, devant l'alimentation hors tabac et les produits manufacturés. Premier poste de dépense des ménages (40 %), les prix des services baissent faiblement (-0,2 %).

Le marché du travail reste dégradé

La détérioration du marché du travail se poursuit en 2011 : le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) progresse de 6,3 % en glissement annuel à fin décembre et atteint 57 030 demandeurs, en augmentation de plus de 11 000 depuis fin 2008. Cette progression est plus marquée qu'en 2010, où la hausse avait atteint 3,2 %. En parallèle, le nombre d'offres d'emplois collectées, après le net rebond enregistré en 2010 (+13,5 %), régresse de 6,4 % à 13 664 offres.

Compte-tenu de la hausse de la population active, le taux de chômage s'élève à 22,6 % à fin juin, en baisse de 1,6 point sur un an.

La consommation des ménages tire l'activité

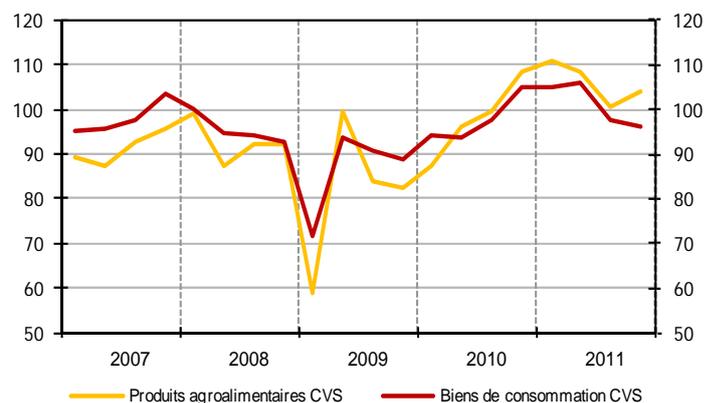
La consommation des ménages, déjà vigoureuse en début d'année, progresse de nouveau en dépit d'un fléchissement au troisième trimestre. Les importations de biens de consommation progressent de 3,7 % en cumul annuel par rapport à 2010, celles de produits agroalimentaires de +8,2 % (données CVS) et les recettes liées à l'octroi de mer de +7,6 %.

Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM témoignent d'une activité en hausse globale. Les ventes de fin d'année, moins bonnes qu'espérées, illustrent cependant une certaine prudence de la clientèle.

Les crédits à la consommation des ménages se tassent légèrement (+4 % en fin 2011 contre +5,3 % en 2010).

La situation financière des ménages continue de s'assainir : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'établit à son niveau le plus bas depuis 1997 et le nombre de retraits de cartes bancaires affiche un net recul (-8,2 %).

Importations de biens destinés aux ménages



Source : Douanes

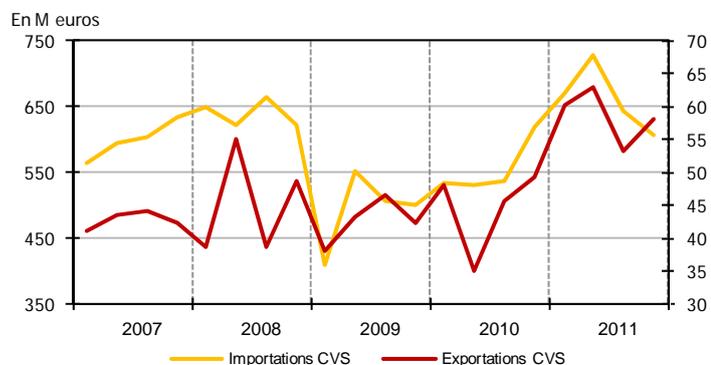
La confiance manque encore aux investisseurs

Après un premier semestre de reprise graduelle, l'investissement des entreprises pâtit d'un contexte économique jugé plus incertain à partir de l'été : les prévisions d'investissement sont revues à la baisse, reflétant les interrogations des agents économiques sur l'avenir. Les importations de biens d'équipement, qui avaient bondi de 14,5 % en 2010, se tassent (-0,9 %) et restent inférieures de 8 % à leur niveau d'avant-crise. Celles de biens intermédiaires stagnent à leur niveau de 2008. Les encours de crédits à l'investissement des entreprises progressent, mais les investissements réalisés, en particulier dans l'industrie hors agroalimentaire, sont consacrés au renouvellement plutôt qu'à l'extension des capacités productives.

L'investissement immobilier des ménages ralentit également, en dépit du niveau historiquement bas des taux d'intérêt : le rythme de croissance des encours de crédits à l'habitat, quoique toujours soutenu, diminue légèrement (+7,9 % contre +9,8 % en 2010).

Hausse des échanges commerciaux au premier semestre

Echanges commerciaux



Source : Douanes

Les importations bénéficient globalement du dynamisme de la consommation des ménages et du redressement de l'activité économique ces deux dernières années : elles retrouvent en 2011 leur point haut de 2008. Hors produits pétroliers, la progression des importations est cependant moins marquée qu'en 2010 (+1,7 % contre +17,1 %).

Cette hausse vient principalement des produits alimentaires (+8,2 %), des biens de consommation (+3,7 %), des biens d'équipements ménagers (+3,6 %) et, dans une moindre mesure, des biens intermédiaires (+1,4 %). Les importations de biens d'équipement à destination des entreprises diminuent en revanche de 0,9 % par rapport à 2010.

Concernant les exportations, on relèvera la bonne orientation des exportations de produits agricoles (+27 %) en lien avec le dynamisme retrouvé des exportations de bananes (+42 %), dont la commercialisation avait été interrompue pendant quelques mois en 2010.

DES DISPARITÉS D'UN SECTEUR À L'AUTRE

Morosité dans le secteur primaire

Les mauvaises conditions climatiques enregistrées dès le début de l'année affectent l'ensemble de la filière agricole. L'état de calamité agricole a été reconnu dans certaines communes pour les cultures vivrières et maraîchères : la récolte de melon a en particulier connu de nouveau des difficultés. Le bilan de la campagne sucrière est également en deçà des attentes, en raison de l'enchaînement des conflits sociaux qui ont retardé le démarrage de la campagne et de la forte pluviométrie en période de récolte : 646 300 tonnes de canne à sucre ont été broyées, soit un recul 5 % par rapport à 2010 et un volume inférieur de 7 % à la moyenne décennale. La richesse saccharine moyenne chute à 7,48, niveau le plus bas de la décennie.

Légère amélioration dans l'industrie

Malgré un contexte difficile pour les entreprises dont l'activité est étroitement liée au BTP, le courant d'affaires des industries manufacturières évolue positivement tout au long de l'année 2011, quoique de façon moins dynamique à partir du troisième trimestre. L'activité des industries agroalimentaires, portée par la bonne tenue de la consommation des ménages, est mieux orientée : les exportations de produits agroalimentaires, en hausse de 5 %, reflètent ce constat.

Des difficultés persistantes dans le BTP

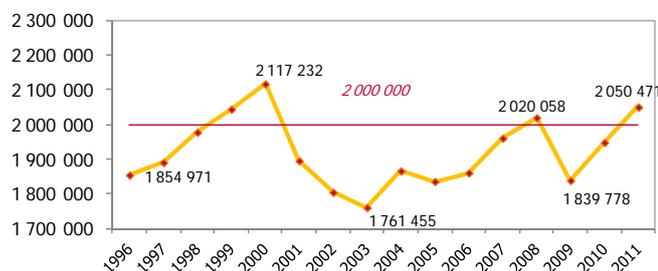
La situation dans le bâtiment et les travaux publics demeure difficile : malgré un léger mieux au second semestre, le secteur ne connaît pas de véritable reprise après deux années de récession. La construction de logements sociaux, favorisée par les nouveaux dispositifs de défiscalisation, permet un maintien de l'activité mais ne constitue pas encore un relais de croissance pour les grands preneurs d'ordre, alors que la commande privée de logement s'effondre. Dans le domaine des travaux publics, les grands chantiers restent peu nombreux, à l'exception de celui de la nouvelle centrale EDF de Jarry et de la poursuite des opérations de rénovations urbaines de Pointe-à-Pitre et des Abymes.

La consommation de ciment sur le marché local, en retrait de 3,3 % sur un an, retrouve son niveau de 2009, l'un des plus bas de la décennie et le nombre de permis de construire délivrés pour les logements neufs recule de 16 % sur un an.

Dans ce contexte, beaucoup d'entreprises, en particulier les plus petites, sont confrontées à des difficultés de trésorerie et cumulent arriérés sociaux et fiscaux.

Le retour des touristes se confirme

Trafic aérien de passagers depuis 1996



Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de Pointe-à-Pitre (Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes)

Les résultats de l'activité touristique confirment la reprise amorcée dès la fin d'année 2010, avec des indicateurs en hausse comparés aux années antérieures et en particulier à 2008, année de référence en termes de résultats selon les professionnels.

Tous les professionnels de la filière s'accordent à dire que la fréquentation de l'île a augmenté. A l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic de passagers revient à des niveaux proches de ses plus hauts historiques : un peu plus de 2 millions de passagers ont été accueillis à l'aéroport, un chiffre en hausse de 5,2 % par rapport à 2010 et supérieur de 1,2 % à celui de 2008. Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie progresse pour la deuxième année consécutive (+9,1 % en 2011 après +17 % en 2010) et le taux d'occupation des chambres atteint en moyenne 58 %, en hausse de 5 points sur un an.

Après un premier semestre particulièrement médiocre, l'activité de croisière renoue également avec la croissance. La saison 2011-2012 qui a débuté en novembre affiche des résultats très encourageants grâce au renforcement de l'offre au départ de Pointe-à-Pitre : le résultat pour le seul mois de décembre 2011 (33 445 passagers) est le meilleur de ces cinq dernières années.

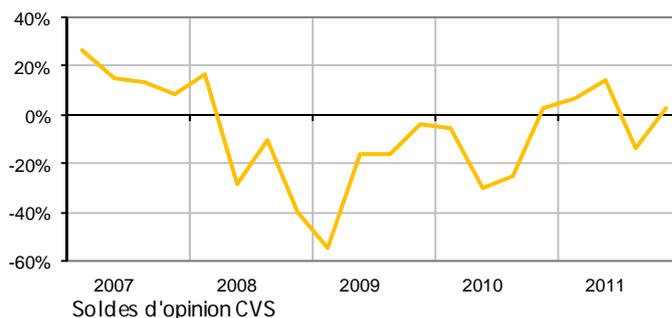
Un premier semestre dynamique dans le commerce

Les entreprises du secteur du commerce bénéficient du dynamisme de la consommation des ménages, en particulier au premier semestre, et les commerçants font état d'une amélioration de leur courant d'affaires sur l'année.

Le fléchissement des ventes au second semestre, qui ressortent en dessous des attentes en dépit d'un léger regain d'activité en fin d'année, conduit les professionnels à rester pessimistes dans leurs prévisions pour le début 2012.

Le marché automobile reste à l'écart de l'embellie du secteur : le nombre de véhicules immatriculés stagne (+0,2 %) par rapport à 2010, à 18 814.

Activité dans le secteur du commerce



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

LE SYSTÈME BANCAIRE ACCOMPAGNE LA REPRISE

La conjoncture monétaire et financière est caractérisée par une activité de crédit dynamique et une amélioration de la sinistralité. La progression des encours est notamment portée par les crédits d'investissement accordés aux entreprises et par la bonne tenue du financement de l'immobilier, favorisé comme en métropole par les niveaux historiquement bas des taux d'intérêt.

L'activité de crédit est dynamique

Le financement de l'économie par le système bancaire reste dynamique en 2011 : l'encours des crédits sains consentis atteint 7,7 milliards €, accentuant légèrement sa progression (+7 % contre +6,5 % en 2010).

La croissance des crédits en faveur des entreprises (3,6 milliards €) s'accélère (+8 % contre +1,7 % en 2010) : leur recours aux crédits immobiliers (+11,5 %) s'accroît sensiblement et leurs efforts d'investissement restent soutenus (+7,7 %).

A l'inverse, les entreprises mobilisent de nouveau moins de crédits d'exploitation (-7,5 %) : le recul de l'encours de leurs comptes ordinaires débiteurs (-3,4 %) comme des incidents de paiements sur effets (-2,8 % en valeur) témoigne d'un assainissement relatif des trésoreries.

Les financements consentis aux ménages (2,9 milliards €) progressent plus modérément, de +6,5 % sur un an. Le rythme de croissance des encours de crédits à l'habitat, quoique toujours soutenu, montre des signes d'essoufflement (+7,9 % contre +9,8 % en 2010), de même que celui des crédits à la consommation (+4 % contre +5,3 % en 2010).

Les créances douteuses brutes portées par le système bancaire sont inférieures à 600 millions €, après avoir culminé à 662 millions € fin 2010 (-9,9 % sur un an). Le taux de créances douteuses brutes, qui s'était légèrement dégradé en 2009 et 2010, se replie de 1,2 point à 7,2 %, traduisant une stabilisation de la situation financière des agents.

Tassement de la croissance des actifs financiers

La collecte de ressources est peu dynamique, traduisant les difficultés de la période : les actifs financiers de la clientèle (à 6,8 milliards €) progressent faiblement (+2,5 % contre +4,7 % un an plus tôt). L'encours des dépôts à vue (+0,3 %), principaux actifs financiers détenus par les agents, évolue peu tandis que les placements liquides et à court terme (+7,2 % contre -2,2 % en 2010) se redressent à la faveur d'un relèvement de leurs taux de rémunération. L'épargne à long terme stagne en revanche (+0,1 %), en raison de la faible performance et de la volatilité marquée des marchés financiers en 2011.

PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2012

L'amélioration de la conjoncture observée en 2011 devrait se poursuivre en 2012, même si certains indicateurs sont encore fragiles. Le confortement de l'économie guadeloupéenne est lié à la relance des secteurs clés de l'économie que sont le tourisme et le BTP. Dans le tourisme, la mobilisation des acteurs, la pérennisation de la desserte de Roissy et la dynamique de renforcement de l'offre de croisière devraient se traduire par une embellie durable : la haute saison s'annonce prometteuse. La reprise est plus lente dans le BTP dans un contexte de ressources budgétaires limitées : la bonne tenue du marché immobilier et la programmation accrue de logements sociaux pourraient faciliter le retour à la confiance.

Au-delà de l'attentisme qui perdure parfois, faute de visibilité, l'économie guadeloupéenne devrait bénéficier des efforts de rigueur déployés ces deux dernières années par les acteurs pour sortir de la crise. Dans un contexte difficile, qui implique tant pour les ménages que pour les entreprises de manifester toujours une grande rigueur dans leur gestion, l'orientation collective reste néanmoins la recherche d'une croissance plus robuste au travers d'une compétitivité améliorée, préalable nécessaire à la baisse du niveau toujours élevé du chômage.

Évolution des crédits sains à l'économie guadeloupéenne

